



[Twitter](#) [Facebook](#) [Instagram](#) [YouTube](#) @SauvonsLaRdc1

Mouvement Sauvons la RDC - Communiqué du 19 janvier 2026

Une fois de plus, la machine à broyer les consciences et les libertés fondamentales du régime tyrannique de Kinshasa a opéré dans la nuit, faisant une nouvelle victime emblématique au sein de l'Opposition congolaise.

Monsieur Aubin Minaku Ndjalandjoko - Vice-Président national du PPRD, éminent membre du Bureau politique du FCC, haut cadre du Mouvement Sauvons la RDC, ancien Président de l'Assemblée nationale - a été enlevé à son domicile, sous les yeux de son épouse, pour une destination jusque-là inconnue.

Le Mouvement Sauvons la RDC s'insurge avec la plus grande fermeté contre cet enlèvement, qui s'apparente à une sanction politique arbitraire, infligée à une ancienne deuxième personnalité de la République pour son engagement assumé dans l'Opposition et pour avoir eu l'audace de présider les cérémonies d'hommage à la mémoire de **Patrice Emery Lumumba** et de **Mzee Laurent-Désiré Kabila**.

Cet acte abject confirme, s'il en était encore besoin, ce qu'est devenue la République démocratique du Congo: l'exact opposé de l'idéal pour lequel ces deux Héros nationaux ont payé de leur vie. Un pays où la liberté n'est plus un droit garanti, mais une faveur octroyée au gré du bon vouloir discrétionnaire d'un pouvoir personnel, et où tout acteur politique ou de la société civile refusant l'allégeance est réduit au statut de prisonnier en sursis.

Ce nouvel enlèvement d'un haut dignitaire de l'Opposition politique apporte une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, que le Congo est désormais un espace de non-droit, où l'arbitraire est érigé en règle et où toutes les institutions étatiques sont confisquées et mises au service d'un despote qui se croit tout permis.

Le Mouvement Sauvons la RDC dénonce fermement ces pratiques et exige la libération immédiate et sans condition de Monsieur Aubin Minaku Ndjalandjoko.

Il invite les partenaires internationaux et les organisations de défense des droits de l'homme à s'associer à la lutte du peuple congolais contre ces dérives dictatoriales et à exiger la restauration de l'Etat de droit et des principes démocratiques en RDC.

Il réaffirme, à l'intention du donneur d'ordres de ces exactions et violations massives des droits humains, que rien, alors rien ne fera fléchir sa détermination à combattre la tyrannie.

Cette dernière doit être vaincue, et elle le sera.

Fait le 19 janvier 2026

Pour Sauvons la RDC :

Jean-Claude Vuemba

Dr. Tharcisse Loseke

Franck Diongo

Augustin Matata

Seth Kikuni

Raymond Tshibanda

Filia Tshipasa

Albert Mukulubundu

André Claudel Lubaya

Théophile Mbemba

Bienvenu Matumo